

Rien de nouveau pour l'aide dans le premier budget des conservateurs

Le premier budget des conservateurs prévoit la poursuite de la mise en œuvre des politiques d'aide du Parti libéral – une augmentation de 8 p. 100 de l'enveloppe de l'aide internationale (EAI), doublant ainsi l'aide entre 2001-2002 à 2010-2011, avec une augmentation ponctuelle de 320 millions de dollars pour l'année 2005-2006. Cette dernière somme représente la première tranche de l'entente budgétaire de 500 millions de dollars sur deux ans conclue entre les néo-démocrates et les libéraux (projet de loi C-48) en avril 2005. Pour la première fois depuis la fin des années 1990, ce budget ne contient aucun **nouvel** engagement au chapitre de l'aide et le premier exposé budgétaire du ministre des Finances, Jim Flaherty, devant la Chambre des communes, ne mentionne même pas la coopération internationale.

Estimation de l'enveloppe de l'aide internationale (EAI)

Dans le texte du budget, l'EAI est évaluée à 3,8 milliards de dollars en 2006-2007 et à 4,1 milliards de dollars en 2007-2008, en raison des augmentations de 8 p. 100. Le gouvernement précisera la part de cette EAI qui sera affectée à des activités admissibles à l'aide publique au développement (APD) dans la Partie III du Budget des dépenses, paraîtra d'ici quelques semaines. L'enveloppe est répartie en cinq fonds différents depuis 2005-2006, dont celui de la paix et de la sécurité internationales, que gère le ministère des Affaires étrangères. On manque de renseignements pour définir la nature de ces dépenses et, par conséquent, pour déterminer si elles peuvent faire partie du rapport du Canada sur l'APD au Comité d'aide au développement de l'OCDE.

Estimation préliminaire de l'APD et du ratio de l'APD au revenu national brut pour 2006-2007 et 2007-2008

L'estimation préliminaire, par le CCCI, de l'APD pour 2006-2007 est d'environ 4,5 milliards de dollars, soit la même somme que l'année dernière, et ce malgré l'augmentation de l'EAI de 3,3 milliards de dollars en 2005-2006 à 3,8 milliards de dollars cette année. Cela s'explique par le fait que l'APD était, en 2005-2006, artificiellement plus élevée à la suite de la comptabilisation de la pleine valeur de l'annulation d'une partie de la dette de l'Irak envers le Canada. De plus, dans son estimation de l'APD pour 2006-2007, le CCCI présume (sans preuve à l'appui) que les conservateurs appliqueront de nouveau cette année la loi C-48 négociée entre les libéraux et les néo-démocrates, et incluront les 180 millions de dollars restants (sur le total de 500 millions de dollars sur deux ans promis dans le projet de loi) au cours de la présente année financière. Les ratios préliminaires de l'APD au RNB qui sont pour 2006-2007 et 2007-2008, respectivement de 0,32 et 0,30 p. 100 amorcent une tendance à la baisse par rapport à notre estimation de 0,34 p. 100 en 2005-2006. Les ratios sont aussi touchés par la forte croissance de l'économie canadienne (RNB) au cours de ces années.

Ajout des 320 millions de dollars aux dépenses de fin d'exercice pour 2005-2006

Selon le budget, les 320 millions de dollars seront affectés au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (250 millions de dollars), à l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite (45 millions de dollars) et à la Facilité de protection contre les chocs exogènes du Fonds monétaire international (25 millions de dollars). Ces affectations ne se réaliseront que lorsque le ministère des Finances aura déterminé que l'excédent budgétaire de 2005-2006 a été d'au moins 2 milliards de dollars (à la fermeture des livres **en septembre**), ce qui est fort probable.

Les investissements dans les Forces armées et la sécurité sont les priorités pour mettre en œuvre la politique internationale du Canada

Alors que l'aide n'a reçu aucun appui supplémentaire du gouvernement conservateur dans ce budget, le gouvernement a augmenté de 1,1 milliard de dollars le budget de la Défense nationale au cours des deux prochaines années et a promis une somme supplémentaire de 4,2 milliards de dollars au cours des trois prochains exercices. Cet investissement de 5,3 milliards de dollars **s'ajoute** aux engagements libéraux de plus de 12,3 milliards de dollars pour la Défense nationale dans le budget fédéral de 2005. Le budget de 2006 prévoit aussi l'investissement de aussi plus de 400 millions de dollars pour « rendre plus sécuritaire la frontière du Canada » et **1 milliard de dollars** pour se préparer à une pandémie.